



Déclaration liminaire CGT au CSAL du 17 septembre 2024

Depuis la dissolution décidée par E. Macron, la CGT Finances Publiques a pris toutes ses responsabilités. Elle a analysé et informé des conséquences concrètes d'une arrivée au pouvoir de l'extrême droite sur nos vies, notamment professionnelles à la DGFIP. Après des années de politiques menées à l'encontre du monde du travail, la CGT a exceptionnellement appelé à soutenir le programme du Nouveau Front Populaire, car il répond à une partie de nos revendications.

Le temps est venu d'obtenir des avancées concrètes pour les agent-es des finances publiques et le monde du travail et que le programme du Nouveau Front Populaire, arrivé en tête des élections, se décline. Dans son rôle syndical, la CGT Finances Publiques se mobilisera pour porter les revendications des agents, dont en priorité l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation générale des salaires dont l'augmentation de 10 % du point d'indice, son indexation sur l'inflation, le retrait des réformes de la fonction publique et le renforcement de notre service public.

La CGT est restée indépendante mais pas neutre face au danger que représente l'extrême droite sur nos services publics, sur nos missions, notre statut, etc.

Grâce à la mobilisation syndicale et citoyenne, nous avons déjoué tous les pronostics catastrophes. L'extrême droite a été battue, Emmanuel Macron a été sévèrement sanctionné et le nouveau front populaire, porteur d'avancées sociales, est arrivé en tête. Nous avons d'ores et déjà gagné l'abandon des réformes très régressives qui étaient préparées par le gouvernement, notamment celles de l'assurance chômage, de la fonction publique, du logement et de l'audiovisuel public.

Cependant, au lieu de prendre acte du résultat du scrutin qu'il a lui-même convoqué, Emmanuel Macron s'entête et continue sa stratégie du chaos. Son refus de nommer un premier ministre porteur du programme arrivé en tête constitue un abus de pouvoir inédit dans notre 5e République. Le MEDEF fait du chantage pour empêcher la prise en compte du résultat des élections, bloquer toute avancée sociale et amplifier une politique économique au service des puissants.

Pour éviter de remettre en cause les 60 milliards de cadeaux fiscaux qu'il a offerts depuis 7 ans aux plus riches et aux actionnaires, Emmanuel Macron avec son nouveau premier ministre ultra libéral prépare un budget d'austérité et tout cela sous la surveillance et la bienveillance de l'extrême droite.

Pourtant, Urgences en danger, enseignants non remplacés, pompiers sans moyens d'intervention... nos services publics sont exsangues ! Notre pouvoir d'achat continue à baisser, le patronat refuse d'augmenter les salaires et multiplie les plans de licenciements notamment dans l'industrie.

Comme le martèlent l'ensemble des organisations syndicales, pour que ce sursaut ne se transforme pas en sursis, il y a urgence à répondre aux exigences sociales en commençant par abroger la

réforme des retraites, augmenter les salaires et les pensions, et les minima sociaux, financer les services publics et développer notre industrie.

Seule la mobilisation permettra que nos revendications soient enfin entendues. Ces dernières semaines, nous avons gagné de nombreuses luttes : près d'1 million de salarié.e.s de l'action sociale ont gagné des augmentations de salaire et des primes pour le travail de nuit, les cheminots ont gagné 18 mois de départ anticipé à la retraite, les danseurs des JOP le doublement de leur salaire...

Le mardi 1er octobre, c'est le premier jour de débat sur le budget à l'Assemblée nationale. Ce même jour, 9 syndicats de retraité.e.s appellent à l'action pour l'accès à la santé et gagner une augmentation de leurs pensions. La CGT décide de construire une puissante journée de grève et de manifestations interprofessionnelles pour gagner :

- ➔ L'abrogation de la réforme des retraites*
- ➔ L'augmentation des salaires et des pensions, augmentation du point d'indice de 10 %*
- ➔ L'égalité entre les femmes et les hommes*
- ➔ Le financement de nos services publics*
- ➔ Le développement de l'emploi industriel en lien avec les enjeux environnementaux.*